

Bruxelles, le 3 mars 1972

EMBARGO : 3 mars 19h.00

Intervention de M.SPINELLI, Membre de la Commission, à la Table Ronde
"L'Europe vers le Sommet" - Rome, le 3 mars 1972

M.Altiero SPINELLI, membre de la Commission de la CEE, a présidé une Table Ronde organisée par l'I.A.I. (Istituto Affari Internazionali) pour examiner le thème de "L'Europe vers le Sommet".

Selon M.SPINELLI, le sommet apparaît de plus en plus aux gouvernements non pas comme une occasion rituelle de la consécration officielle de l'élargissement, mais comme un élément nécessaire pour définir la signification et les objectifs de la Communauté à Dix.

Or, afin que cette proposition de sommet soit exploitée de façon efficace, il est indispensable que les gouvernements soient capables de s'engager sur les choix fondamentaux qu'impose la réalité interne et mondiale et qu'il n'est plus possible de retarder.

M.SPINELLI a alors rappelé les faiblesses des structures communautaires, faiblesses qui se sont manifestées durant la récente crise monétaire et commerciale avec les Etats-Unis et l'arrêt de la progression vers l'union économique et monétaire.

"Dans la phase que nous traversons, a poursuivi M.SPINELLI, les formules diplomatiques les plus habiles ne réussiraient pas à cacher la réalité : si l'Europe veut vraiment s'acheminer vers une grande négociation globale avec les Etats-Unis, si elle veut présenter une contribution constructive et donc parler avec une seule voix à la Conférence sur la sécurité et la coopération, si elle veut réaliser l'union économique et monétaire, la Communauté doit pouvoir définir sa vocation politique propre et donc savoir se doter des instruments adéquats pour être en mesure d'agir.

Je n'ai jamais accepté la distinction entre intégration économique et unité politique. Lorsque, par exemple, nous demandons une application concrète du principe du parallélisme entre l'union monétaire et la solution des déséquilibres régionaux et structurels, nous nous trouvons déjà sur le terrain de l'union politique.

Les dangers sont au nombre de deux. Le premier consiste en une tentative, présentée sous le couvert d'une perspective confédérale, de consacrer une méthode purement diplomatique excluant la contribution et la participation des forces politiques et sociales. Le second danger est que les nouvelles formes de coopération se développent en dehors des formes existantes, retardant ainsi de fait l'intégration dans son ensemble.

./.

Tout le monde est désormais d'accord sur le principe d'une union monétaire, d'une politique industrielle, d'une politique régionale, etc., mais ces accords de principe resteront lettres mortes si nous ne savons pas quelles sont les premières mesures concrètes à arrêter. Ce que nous demandons au sommet, ce n'est pas de résoudre tous les problèmes ni de fixer avec précision les structures définitives de l'Europe, mais de mettre en route un processus graduel mais crédible, sur les plans politique et économique.

Politiquement crédible, signifie que la mise en oeuvre des nouvelles politiques communes ne doit pas être uniquement confiée aux bureaucraties nationales et communautaires, mais qu'elle doit être réalisée avec la participation déterminante du Parlement européen élu au suffrage universel direct.

Economiquement crédible, signifie qu'il importe de se fixer un objectif de croissance et de développement harmonieux ^{et} que pour les nouvelles politiques, le principe de la solidarité financière déjà appliqué à la "politique agricole commune" doit être reconnu".

En conclusion, M. SPINELLI s'est "déclaré certain que l'Italie, malgré les incertitudes politiques actuelles, saura reconnaître dans le cadre européen le contexte adéquat à la solution des problèmes de la société italienne et européenne, et que les forces politiques garantiront après un large débat, une contribution italienne concrète et déterminante".